

Human Rights Watch/Africa déplore l'arrestation de l'abbé André Sibomana par des milices la semaine dernière. L'abbé Sibomana, un prêtre rwandais, est le rédacteur de *Kinyamateka*, le journal le plus important au Rwanda. Un hutu, l'abbé Sibomana est un activiste des droits de l'homme et vice-président d'ADL, L'Association pour la Défense des Droits de la Personne et des Libertés Publiques. A cause de sa lutte contre les méfaits du gouvernement Habyarimana, l'abbé Sibomana a été fréquemment menacé et harcelé par les autorités. Il a été pris près de Butare, au sud du Rwanda, où des autres prêtres sont aussi détenus dans la prison. Ces six prêtres sont les abbés Justin Furaha, Pierre Ngoga et Firmin Butera du diocèse du Butare et les abbés Iréné Nyamwasa, Aloys Musoni et Pierre Canisius Mulinzi du diocèse de Gikongoro. Human Rights Watch/Africa s'inquiète sérieusement de leur sécurité et fait appel aux Général Augustin Bizimungu, Chef d'Etat-Major des Forces Armées Rwandaises et Colonel Augustin Ndindiliyimana, Chef d'Etat-Major de la Gendarmerie, de mettre tout en oeuvre pour sauver leur vies.

Jusqu'au présent, quatre-vingt huit prêtres et un nombre indéterminé de soeurs et de frères ont été tués au Rwanda. La grande majorité ont été assassinés par les milices extrémistes ou par les forces armées rwandaises. Le cas le plus récent a eu lieu le 6 juin quand neuf prêtres et 170 civils sans défense ont été tués dans l'église où ils se sont réfugiés à Kigali.

Ailleurs, les soldats du Front Patriotique Rwandais (FPR) ont tué l'archevêque du Kigali, les évêques de Byumba et de Kabgayi et dix autres prêtres à Kabgayi la semaine dernière. Le FPR a exprimé immédiatement son chagrin et ses regrets et a annoncé qu'un des soldats responsable a été tué en fuyant. Ils cherchent les trois autres pour les arrêter et les porter en justice.

Le 24 mai, l'archevêque du Kigali a permis aux Interahamwe de prendre onze prêtres, une soeur de la congrégation des Bénédictines, et quatre autres personnes de l'évêché de Kabgayi. Les Interahamwe ont accusé ces personnes d'être des complices du FPR et les ont assassinés.

Human Rights Watch déplore les eprtes en vies humaines et les souffrances terribles infligés aux civils par les milices génocidaires et par les forces armées rwandaises. Elle condamne les tueries des civils par le FPR, comme elle l'a déjà fait dans une lettre adressé au chef d'Etat-Major Paul Kagame le 6 juin. Human Rights Watch fait appel au FPR de porter en justice, comme promis, les personnes accusées des tueries des évêques et des prêtres de Kabgayi. On insiste aussi que ces personnes soient jugés dans les procès publics, d'après les normes internationales de justice.

Human Rights Watch fait appel au gouvernement des Etats-Unis et à la communauté internationale de faire deployer les forces de l'ONU (UNAMIR) au Rwanda aussi vite que possible. Le 10 juin, Human Rights Watch a écrit au Président Clinton pour condamner la lenteur des Etats-Unis en livrant des blindés nécessaires pour deployer les troupes. "Après presque dix semaines de génocide et peut-être une demi million de victimes, c'est criminel de retarder encore l'envoi des soldats et de l'équipement nécessaire à protéger des personnes innocentes et sans défense," a dit Alison Des Forges de Human Rights Watch/Africa.